



Avec une superficie de 11 000 km<sup>2</sup> et une population de 1,3 millions d'habitants, la Gambie est le pays le plus densément peuplé du Sahel (97 hab/km<sup>2</sup>). Entourée du Sénégal, à l'exception d'une étroite façade maritime, la Gambie reçoit en moyenne 900 mm de pluie par an (contre 1 100 mm en 1965).

Le taux d'accroissement de la population est particulièrement élevé (4,2 % par an), sous l'effet conjugué de l'accroissement naturel (2,4 % par an) et d'un solde migratoire positif. A ce rythme, l'effectif de la population du pays doublera tous les 20 ans.

La relative prospérité économique qu'a connu le pays après l'indépendance a subi au début des années 1970 le double effet négatif de la sécheresse et du premier choc pétrolier. Les politiques mises en œuvre jusqu'au milieu des années 1980, caractérisées par un taux de change inadapté et des prélèvements fiscaux élevés, n'ont pas permis d'améliorer la situation. Face à l'aggravation des déséquilibres macro-économiques, le gouvernement a adopté en 1985 un « programme de redressement économique », reposant sur le désengagement de l'État, la libéralisation du commerce intérieur et extérieur et l'adoption d'un taux de change flottant. Cette politique libérale a favorisé la relance de la croissance économique au cours de la deuxième moitié des années 1980. Mais celle-ci ne s'est pas réellement prolongée durant la décennie 1990 du fait des troubles politiques qui ont affecté le secteur du tourisme, de la dévaluation dans la zone CFA et de la baisse du prix mondial de l'arachide.

Avec un PIB par habitant de 307 dollars, la Gambie se classe parmi les pays les plus pauvres, au 160<sup>e</sup> rang mondial sur la base de l'indicateur de développement humain (PNUD-2002). Selon l'enquête nationale sur la pauvreté des ménages réalisée en 1998, 69 % de la population et 55 % des ménages vivent au-dessous du seuil national de pauvreté. Entre 1992 et 1998, la part de la population extrêmement pauvre serait passée de 18 à 51 %. L'incidence de la pauvreté est nettement plus forte en milieu rural où 60 % des ménages sont considérés comme extrêmement pauvres. Parmi ces derniers, 91 % tirent leurs ressources de l'agriculture, alors que seulement la moitié des ménages « non-pauvres » vivent d'activités liées à l'agriculture. Le manque de revenus constitue la cause principale de l'insécurité alimentaire chronique qui touche une fraction de plus en plus importante de la population gambienne. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 36 % et le taux de scolarisation nette dans l'enseignement primaire s'élève à 65 %. Par ailleurs, 31 % de la population est privée d'accès à l'eau potable. D'une manière générale, les niveaux des indicateurs sociaux sont beaucoup plus faibles en zone rurale qu'en ville.

### UNE AGRICULTURE QUI SE REPOSITIONNE

Les céréales constituent la base de l'alimentation de la population, contribuant à plus de 50 % des apports énergétiques. En raison d'une croissance de la production inférieure à celle de la population, les importations de céréales, en particulier celles de riz (environ 100 000 tonnes par an), ont tendance à augmenter. L'arachide est la principale source de revenu monétaire des agriculteurs. Le sous-secteur des fruits et légumes connaît depuis une dizaine d'années une expansion remarquable. Ainsi, entre la fin des années 1980 et la fin des années 1990, la valeur des exportations a progressé de plus de 200 %. Les fruits et légumes représentent probablement le sous-secteur agricole qui disposent du potentiel le plus important pour l'augmentation des revenus agricoles et des recettes d'exportation ainsi que pour l'amélioration qualitative de la ration alimentaire.

Si l'offre nationale de viande parvient à couvrir la demande, ce n'est pas le cas pour les produits laitiers dont les importations sont en augmentation. Au regard de la faible taille de son territoire, la Gambie dispose de ressources halieutiques (maritimes et continentales) importantes, qui ne sont que partiellement exploitées pour l'instant. Les prises actuelles (25 000 à 30 000 tonnes) représentent 30 % à 35 % du potentiel exploitable, évalué sur la base d'un renouvellement durable de la ressource. Les produits halieutiques représentent 40 % des apports protéiques de la population gambienne.

La Gambie vient d'adopter sa deuxième stratégie de réduction de la pauvreté (une première stratégie ayant cours depuis 1994). La stratégie vise un objectif de croissance économique de 6 % par an d'ici à 2005. En terme sectoriel, la stratégie donne une priorité à l'accroissement des revenus et à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages en milieu rural, en particulier au travers de la diversification des systèmes de production. De même, la stratégie devrait donner une priorité aux investissements dans l'éducation et la santé, au niveau des zones rurales, en accordant une importance particulière au renforcement de la place des femmes et des organisations communautaires dans la planification locale du développement.





## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°1

## PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE, DIVERSIFIÉE, DURABLE ET RÉGIONALEMENT INTÉGRÉE

Cet objectif sera poursuivi à travers l'obtention de trois résultats principaux : l'optimisation de la valorisation des ressources naturelles ; l'adaptation de l'agriculture gambienne à l'augmentation et à la diversification de la demande alimentaire ; l'augmentation, sur des bases durables de la production halieutique. Ces résultats seront recherchés en focalisant les efforts sur les productions qui ont un impact significatif sur la sécurité alimentaire : le riz, le mil, le sorgho, le maïs, l'arachide et les productions horticoles. L'augmentation des volumes produits reposera sur l'intensification des systèmes de production, qui sera favorisée par une politique de crédit plus efficace, la constitution d'un marché de la terre, le renforcement des organisations de producteurs et l'amélioration des capacités de la recherche agronomique.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°2

## FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT, LA FLUIDIFICATION ET L'INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE DES MARCHÉS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES

Afin d'améliorer le fonctionnement des marchés nationaux et d'accroître la compétitivité des produits agricoles et agro-alimentaires gambiens, plusieurs actions complémentaires seront entreprises, en particulier :

- la mise en place d'un système d'information sur les marchés, capable de fournir en temps réel aux acheteurs les informations dont ils ont besoin ;
- le développement des infrastructures de transport et de stockage afin de faciliter l'écoulement des produits agricoles ;
- l'amélioration des technologies « post récoltes » ;
- en cas d'excédents de production, lorsque toutes les autres solutions auront été tentées, la possibilité d'une intervention publique sur les marchés ;
- la promotion de normes de qualité pour les denrées alimentaires.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°3

## AMÉLIORER DURABLEMENT LES CONDITIONS D'ACCÈS DES GROUPES ET ZONES VULNÉRABLES À L'ALIMENTATION ET AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

Cet objectif sera poursuivi en combinant deux axes d'interventions :

- d'une part, la diversification des activités agricoles par : l'amélioration de la gestion des sols et de l'eau, une gestion intégrée des pesticides, le développement de l'élevage des petits ruminants et l'amélioration du système de titularisation des terres ;
- d'autre part, la promotion d'activités génératrices de revenus non agricoles par l'intensification des programmes de formation professionnelle, l'établissement d'un environnement favorable aux petites et moyennes entreprises, le développement de programmes de microfinance et de soutien à la création d'entreprises, ainsi que la promotion d'investissements à haute intensité de main d'œuvre.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°4

## AMÉLIORER LES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CRISES CONJONCTURELLES, EN COHÉRENCE AVEC LA CONSTRUCTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE STRUCTURELLE

Trois résultats principaux concourront à la réalisation de cet objectif :

- le développement d'un système d'alerte précoce adapté à la prévention des principaux types de crises alimentaires ;
- l'amélioration de la connaissance de la situation alimentaire nationale (disponibilité et accessibilité) ;
- une meilleure coordination des systèmes nationaux d'information sur la sécurité alimentaire et une amélioration de la compréhension des stratégies de survie des ménages.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°5

## RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS ET PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La réalisation de cet objectif reposera sur un ensemble de mesures institutionnelles, en particulier la constitution, à haut niveau, d'un comité rassemblant les principaux Secrétariats d'État (agriculture, environnement, décentralisation, commerce et finances) qui aura pour mission de coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre de la stratégie de sécurité alimentaire. Ce comité sera appuyé par un comité technique, rassemblant les principaux partenaires (administration, associations de producteurs et de consommateurs, opérateurs privés, ONG), qui aura la charge de planifier et suivre les activités correspondant aux différents résultats recherchés par la stratégie. La mise en œuvre des activités sera confiée aux différentes catégories d'acteurs en fonction de leurs compétences.

